



CTL Renault Lardy

Lundi 2 octobre 2023

Assez d'inflation ! Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires !

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des « boucliers énergie ». Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot !

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets.

Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques.

Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien.

On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ».

Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont « raisonnable ».

Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires.

C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Cote mal taillée

La stratégie de Renault concernant la cotation de la nouvelle convention de la métallurgie commence à transpirer. Et ça ne sent pas bon ! L'objectif, c'est de ne pas trop reconnaître que des techniciens occupent les mêmes postes que des ingénieurs : leurs postes sont donc très majoritairement mis en dessous du niveau cadre, charge aux CUETs de leur expliquer sans dévoiler comment les calculs des critères ont été tordus pour y arriver.

Nous payer moins que ce qu'on fait, certains appellent ça un manque de reconnaissance, nous, on appelle ça de l'exploitation !

Crash-test de directeur

Cela fait des années que les dangers des véhicules transportés par des Fenwicks sont soulevés sans que la direction n'en tienne compte. Est-ce que ça va changer maintenant que l'un des directeurs en a fait les frais lors d'un accident la semaine dernière ?

En tout cas, la responsabilité, c'est bien celle de ceux qui refusent d'investir dans des moyens de remorquage adaptés et qui nous mettent la pression pour faire toujours plus vite avec les moyens du bord. Et pas celle des salariés !

Norme Euro7tique

Lundi dernier, le Conseil de l'UE s'est prononcé en faveur d'un allègement de la future norme Euro 7, censée encadrer les émissions polluantes des véhicules thermiques à partir de 2025. Sous pression de plusieurs États, dont la France, la norme Euro 7 a été tellement assouplie qu'elle sera quasiment identique à Euro 6. Le prétexte : les constructeurs n'auraient pas les moyens d'investir sur la dépollution des véhicules thermiques car ils doivent investir dans l'électrique.

Sauf que si les véhicules thermiques ne seront plus vendus à partir de 2035, ils rouleront encore pendant des années. Et tant pis pour la pollution de l'air. Entre la santé des profits et la santé des humains, le choix des constructeurs est vite fait !

Les patrons chantent faux

Pour justifier leur acharnement à assouplir la norme Euro 7, les constructeurs et les politiciens à leur service répètent qu'une réglementation trop exigeante ferait augmenter le prix des voitures. Mensonge : si les tarifs ont flambé ces derniers mois, c'est pour gonfler les profits, pas pour améliorer la dépollution !

Autre chantage : Renault et Stellantis répètent qu'une norme faiblarde sur le thermique leur permettra d'investir dans l'électrique et de préserver les emplois. Les mêmes qui démantèlent Renault et suppriment des milliers de postes prétendent sauver les emplois : ils ne manquent pas d'air (pur ?), eux !

À l'inverse, une norme Euro 7 digne de ce nom (et de nos poumons), ce serait du boulot (utile) pour tout le monde. Nos vies et nos emplois, pas leurs profits !

La grève américaine

Deux semaines après son lancement par le syndicat UAW, la grève des salariés de l'automobile se poursuit aux Etats-Unis, pour des hausse de salaires et de meilleures conditions de travail.

Après une première vague de grève dans 3 usines des groupes General Motors, Ford et Stellantis, la direction de l'UAW a appelé à étendre le mouvement aux entrepôts de pièces détachées. Cette semaine, ce sont 2 autres sites de Ford et General Motors qui entreront dans le mouvement.

Cette tactique syndicale décidée par en haut est censée appuyer les négociations avec les patrons qui se poursuivent pendant le mouvement - quitte parfois à relâcher la pression sur un constructeur au prétexte de la mettre un peu plus sur les autres.

Mais si cette grève nous apprend quelque chose, ce n'est seulement sur les stratégies saugrenues des directions syndicales, c'est la force de la grève. Plus de 25 000 travailleurs de l'automobile ont cessé le travail. Et ce n'est pas pour discuter avec des PDG : ils se battent pour gagner de quoi vivre dignement.

Un exemple à suivre de ce côté de l'Atlantique.

Exercice pratique

L'UAW revendique 46 % d'augmentation des salaires sur 4 ans, car les dirigeants se sont eux-mêmes augmentés de ce pourcentage ces 4 dernières années. Avec 21 milliards de dollars de bénéfices au premier semestre 2023, les « Big Three » (Stellantis, General Motors et Ford) ont de quoi payer !

Et ici, à combien on chiffre la hausse de salaire qu'il nous faut ? De Meo a pris 35 % entre 2022 et 2023, ça fait un bon objectif... Mais si Renault ou ses sous-traitants ont du mal à faire le calcul, on peut leur simplifier la tâche : 400€ d'augmentation pour tout le monde et l'indexation des salaires sur les prix. Prêts pour la grève ?

Les 49.3 se suivent... et se ressemblent

Le recours à l'article 49.3, qui permet de faire adopter un texte sans vote, sauf à déposer une motion de censure, vient d'être utilisé pour la 17^e fois par Élisabeth Borne. Et ce n'est pas fini. Le gouvernement prévoit d'autres recours au 49.3 cet automne pour faire adopter les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. À la longue c'est répétitif, et ça explique en partie pourquoi le Parlement n'intéresse plus personne.

Car le vrai combat contre les sales réformes de Macron, il se mène dans la rue et les grèves, pas sur les bancs du palais Bourbon ou dans les urnes.